

## Colloque international « Diversité et innovation en milieux socioprofessionnels »

### De l'Argentine à la France, la diversité notion fondamentale de l'Economie Sociale et Solidaire. Etude de cas : *Eloisa et Cephisa Cartonera*

Nicolas DURACKA\* – Gloria MAFFET \*

#### Introduction

Lorsqu'en 1959, le magazine hebdomadaire britannique *The Economist* emploie pour la première fois le mot « mondialisation<sup>1</sup> » celui-ci n'a que peu de retentissements. En effet, il faut attendre les années 90 pour réellement voir ce mot trouver sa place dans le langage courant d'une population qui ressent définitivement les effets de cette dynamique que le philosophe Marshall MCLUHAN (1964) rapprochera du concept de « village global » caractérisant le courant économique néolibéral qui s'est largement imposé en occident durant les dernières décennies.

Dans ce contexte, l'économie solidaire, née dans les années 70, se présente comme une véritable alternative face aux dégâts engendrés par le néolibéralisme et notamment le chômage de masse, la montée des exclusions et la mauvaise répartition des profits. On parle donc aujourd'hui d'économie sociale et solidaire (ESS) pour faire référence aux entreprises et aux associations dont la finalité est davantage tournée vers la plus-value sociale ou environnementale que vers la recherche du gain financier. Ce courant correspond à la fois à des valeurs, à des pratiques et à un

---

\* N. DURACKA, écrivain, porteur du projet « Cephisa Cartonera », doctorant en Science de la Communication, Groupe de Recherche Communication et Solidarité, UBP.

\* G. MAFFET, MCF espagnol, Groupe de Recherche Communication et Solidarité, UBP.

<sup>1</sup> Accroissement des flux, notamment du volume des échanges commerciaux de biens, de services, de main-d'œuvre, de technologie et de capital à l'échelle internationale.

mouvement, qui s'inscrit aujourd'hui dans la mondialisation. Il porte l'idée de construire une économie permettant l'accès aux droits pour tous par la création de nouvelles activités, de nouveaux produits, de nouveaux services, et de lieux de culture et de démocratie<sup>2</sup>. Elle a néanmoins ses spécificités selon les histoires et les réalités régionales et/ou nationales.

L'ESS est donc devenue un modèle en opposition à un modèle néolibéral qui tend à l'homogénéisation. Ce contre-pied qu'elle défend largement est incarné par la diversité. Diversité de définitions, de constructions théoriques et de valeurs, une grande variété d'initiatives et d'expérimentations socio-économiques ainsi que de contextes institutionnels dans lesquels celle-ci se retrouvent ; une diversité de secteurs d'activités et d'acteurs qui mobilisent d'ailleurs des ressources et des logiques variées (marchandes, non-marchandes, civiques, de projets...).

Cette diversité et cette multiplicité, ont été mises en évidence par de nombreuses contributions et recherches, partout dans le monde. Ce qui suggère la pertinence d'analyses comparatives non seulement entre secteurs d'activité mais aussi géographique. En conséquence, le but de notre communication est d'apporter un regard à cette perspective comparatiste et par ce moyen tenter de répondre à l'une des questions posées par ce colloque : quel rôle peut jouer l'économie sociale et solidaire dans la promotion de la diversité, de l'égalité et de l'innovation ? Et ce, à travers l'étude des cas de deux projets solidaires aux caractéristiques semblables en Argentine puis en France.

Afin de conduire notre propos nous mettrons en évidence, dans une première partie, les éléments de diversité de l'ESS en Argentine. Pour cela nous présenterons le contexte de la crise néolibérale de ce pays où notre exemple d'expérience à vu le jour,

---

<sup>2</sup> Contribution du CNCRES aux Etats. Conseil Régional des Chambres Régionales de l'Economie Sociale Généraux de l'Economie, [www.cncres.org/upload/iedit/1/189\\_1445\\_Cahier\\_CNCRES\\_FINAL.pdf](http://www.cncres.org/upload/iedit/1/189_1445_Cahier_CNCRES_FINAL.pdf), juin 2011.

en nous intéressant particulièrement au collectif au cœur de celle-ci, les « *cartoneros* ». Ensuite, nous traiterons du cas de la coopérative éditoriale argentine Eloisa Cartonera et de son homologue française l'alter-maison d'édition Cephisa Cartonera. Notre démarche est interdépendante puisqu'elle lie le regard du chercheur et celui de l'acteur. Notre volonté d'observation, de description et de participation est née du désir d'aller plus loin dans l'étude de l'ESS en combinant les apports fondamentaux et appliqués de la recherche-action.

## I. Diversité, crise et ESS en Argentine

### 1.1 La crise comme propulseur de l'ESS

Jusqu'au milieu des années 70, l'Argentine montrait un panorama social sans les déficiences extrêmes d'autres pays latino-américains (PAUTASSI, 1999). Identifiée à un pays de classe moyenne, cette appartenance était devenue une aspiration généralisée<sup>3</sup> et un principe fort d'identification sociale. La structure de son marché du travail montrait alors des caractéristiques assez différentes de la plupart des pays de la région<sup>4</sup> car elle était plurielle, correspondant à un degré élevé de maturité économique – bien que l'économie présentait des fluctuations importantes – avec des secteurs employant principalement de la main d'œuvre salariée et un niveau d'emploi stable que soutenait la demande<sup>5</sup>. On peut affirmer que l'emploi accomplissait son rôle de vecteur d'intégration et de mobilité sociale. Selon l'indice de Gini,<sup>6</sup> ce pays était en 1980 la société la plus égalitaire en Amérique latine<sup>7</sup>. Le système de protection sociale était encore, jusqu'à la fin de la décennie 70, considéré

---

<sup>3</sup> Ce qui voulait dire pour la plupart des gens avoir un emploi et un logement convenable et avoir été scolarisés.

<sup>4</sup> Dans la plupart des pays latino-américains prédominait une économie duelle avec des secteurs de salariés intégrés au marché international et d'autres secteurs informels liés au marché interne.

<sup>5</sup> Les salaires étaient liés au coût de la vie, et salaires et prix étaient indexés sur la productivité.

<sup>6</sup> Qui mesure les inégalités dans la distribution des revenus.

<sup>7</sup> Elle-même la région la plus inégalitaire de la planète

par les experts comme hautement développé<sup>8</sup>. Mais cette situation commence à changer à partir de la dictature militaire de 1976.

Dès lors, l'apogée des droits sociaux touche à sa fin, une progressive dégradation s'ensuit, accompagnée d'une augmentation des indices de pauvreté, avec une accentuation des inégalités, et une redistribution régressive des revenus ; transformations parachevées enfin par le modèle économique néolibéral du gouvernement de Carlos Menem des années 90<sup>9</sup>. Liée à une désintégration institutionnelle en faveur d'une « régulation automatique par le marché », cette période laissera des conséquences profondes non seulement au plan de la structure sociale et économique mais aussi sur les fondements mêmes de l'identité collective. Le modèle économique propulsé par l'administration Menem produit une crise du marché du travail affectant tout d'abord les travailleurs moins expérimentés mais au fil de la décennie, il touche également les secteurs de la classe moyenne plus qualifiés. L'appauvrissement s'accélère, conjugué à la croissance du chômage et conduisant un nombre considérable de citoyens à de nombreux processus d'exclusion et de ségrégation socio-économiques. La diversité sociale, qui autrefois caractérisait ce pays, disparaît pour donner lieu à une société de plus en plus polarisée.

En réaction à l'implantation du modèle néolibéral, des mobilisations spontanées contre les effets des mesures instaurées, en provenance de différents secteurs de la société, surgissent dès les premières années de la décennie 90. En même temps, une multiplication des formes de recherche et d'expérimentations individuelles et collectives d'intégration sociale et de moyens alternatifs de subsistance se développe. Ayant pour but la satisfaction d'un large éventail de besoins sociaux-économiques,

---

<sup>8</sup> PAUTASSI (Laura), *op. cit.* p. 86.

<sup>9</sup> Déréglementation et privatisation des finances et des services publics, ouverture des marchés, réduction des politiques sociales etc.

culturels et participatifs, ces initiatives s'étendent rapidement au cœur de la crise sans précédent qui frappe le pays.

### **L'ESS en Argentine :**

Dans les pays latino-américains, le spectre de l'ESS est aussi varié qu'en Europe, même si la signification et la réalité qu'il recouvre ne sont pas identiques sur les deux continents. En Argentine, comme dans les autres pays du sous-continent, le germe de ce courant est l'économie populaire, c'est-à-dire les initiatives socio-économiques autonomes des secteurs populaires et leurs organisations d'appui. Elles ont toujours joué un rôle essentiel dans la survie des populations de la région (SARRIA ICAZA A. et TIRIBA L., 2006) en impulsant des options d'emploi, de création de revenus et d'amélioration de la qualité de vie de ses communautés d'appartenance. Jusqu'au milieu des années 70 cette économie existait en moindre proportion en Argentine, à cause de l'importance de sa population salariale et des classes moyennes. Il faut signaler aussi le poids du coopérativisme et du mutualisme très présents dans ce pays, dès le début du XIX<sup>ème</sup> siècle.

Le développement plus récent de ces expérimentations répond notamment à l'extension de situations d'exclusion sociale, résultat principal de la crise de l'emploi et de l'expansion de nombreuses formes précaires de travail de la dernière décennie. Même à l'heure actuelle, avec des niveaux importants de récupération économique pour le pays, avec une réduction significative des indices de chômage par exemple ; il est évident qu'une réintégration pleine et stable de larges secteurs des classes populaires, notamment ceux présentant une plus grande vulnérabilité sociale (chômeurs de longue durée, femmes, jeunes), est improbable par la seule voie de l'emploi salarié. Certes, les indices de pauvreté ont beaucoup diminué par rapport aux pires moments de la crise, mais ils touchent encore presque un quart de la population avec des niveaux d'inégalités devenus structurels<sup>10</sup>. Des rapports récents<sup>11</sup>

---

<sup>10</sup> La disparité des revenus entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres est passée d'environ 12 fois dans les années 70 à 30 fois ces dernières années. « *La crisis global económica y sus efectos en Argentina* » in <http://www.eclac.org/argentina/default/asp>

font état de la persistance d'un déficit dans l'accès aux biens et aux services fondamentaux (publics et privés) et de satisfaction des besoins matériels (sociaux, éducatifs, sanitaires et de logement) de la part des secteurs les plus appauvris. Il faut ajouter à ceci des problèmes graves de dégradation environnementale, d'habitat et d'infrastructure de base. Dans ce contexte de pauvreté notamment urbaine de nouvelles vulnérabilités sont mises en évidence : personnes présentant des risques psycho-sociaux et de difficultés relationnelles, des malaises psychologiques, etc.

Dans ce sens, les nouvelles expériences de l'ESS en Argentine constituent des réponses efficaces à ces problèmes, en essayant d'inclure les collectifs de la population la plus vulnérable bien sûr, mais pas seulement. Le défi pour l'ESS en Argentine, d'après ce qui existe aujourd'hui, est de stimuler des stratégies et des actions non pour circonscrire le secteur à une « économie des pauvres pour des pauvres » mais surtout pour la consolider comme un système à l'intérieur d'une économie mixte (PASTORE, 2010) en favorisant de nouvelles articulations avec d'autres espaces socioéconomiques et avec l'Etat. Des politiques publiques concernant l'ESS se développent depuis des années. Les effets de ces politiques sont encore limités, incomplets et souvent en compléments de programmes sociaux d'assistance. L'enjeu est d'aller ainsi vers des politiques publiques universelles mais aussi intégratrices et vers un plus grand appui des initiatives de l'ESS.

L'éventail d'expériences de ce que l'on appelle aujourd'hui ESS en Argentine est très étendu et regroupe les formes traditionnelles de l'économie sociale, coopératives, mutuelles et associations, mais aussi toute la nouvelle économie solidaire (PASTORE, 2006 et 2010). Cette dernière englobe toute une diversité de formes alternatives « de faire l'économie ».

---

<sup>11</sup> Boletín de Estadísticas Laborales, <http://www.trabajo.gob.ar/left/estadisticas/bel/index.asp>

Selon le mode d'organisation socio-économique, qui correspond à leur histoire évolutive, on relève trois trajectoires de cette nouvelle ESS<sup>12</sup> :

- L'économie populaire solidaire,
- Les initiatives communautaires ou associatives d'intégration sociale,
- Les organisations de travail collectif autogéré.

La première émane du grand développement et du poids significatif de l'économie informelle dans tous les pays d'Amérique latine, notamment dans les grandes villes. Il s'agit, soit d'initiatives individuelles (où une seule personne crée sa propre source d'emploi), soit des micro-entreprises familiales ou concernant une relation de proximité (unités de production et/ou de commercialisation de biens et de services, d'artisanat). Ce type d'initiative, à l'origine populaire mais pas nécessairement solidaire, plutôt informelle – et on trouve ici une nette différence avec l'Europe – reçoit à l'heure actuelle en Argentine un fort appui de différentes instances (organisations territoriales, institutions, mouvements sociaux). Le but est de gagner en « associativité », en articulation verticale et horizontale, en accès aux ressources financières et technologiques. Elles s'intègrent dans une stratégie plus large de développement de l'ESS à travers des mesures concrètes pour transformer cette économie populaire dans une logique solidaire, en une organisation collective avec une gestion plus démocratique. C'est pour cela que l'on peut parler (comme au Brésil) d'économie populaire solidaire. C'est le cas par exemple des formes associatives des petits producteurs urbains et ruraux qui, pour gagner en efficacité productive constituent des chaînes de valeur (agricoles, apiculture, mais aussi fabrication de meubles, habillement, etc.); afin d'améliorer les chaînes de commercialisation et s'insérer dans les circuits commerciaux en montant en échelle (organisation de marchés solidaires, foires franches, collecte et recyclage de déchets);

---

<sup>12</sup> PASTORE (2010) *ibid*

comme les différentes activités englobant les finances solidaires qui se sont beaucoup développées ces dernières années.

Dans le deuxième type ressortent deux sortes de pratiques associatives émergeant de la communauté locale. D'une part, les initiatives orientées vers l'insertion sociale par le travail de collectifs extrêmement vulnérables (jeunes avec problèmes d'addiction, anciens convicts, personnes sans abri, handicapés physiques et mentaux...) en les intégrant dans des microprojets socioéconomiques ; d'autre part, celles qui cherchent à donner de nouvelles réponses aux besoins sociétaux de leurs communautés en matière d'alimentation, d'éducation, de santé, de culture et de problèmes socio-environnementaux. Ces deux types de pratiques s'inscrivent dans une dynamique d'entreprise sociale, cependant il n'existe pas encore en Argentine de reconnaissance juridique pour ce type d'entreprise comme c'est le cas dans certains pays européens<sup>13</sup> et latino-américains (Brésil et Uruguay).

En ce qui concerne la troisième trajectoire marquante d'initiative d'ESS, nous devons citer les coopératives de travail et les entreprises reprises par leurs travailleurs. Toutes les deux, même si elles s'inscrivent dans l'économie sociale institutionnalisée, ont joui d'un renouveau et d'un essor formidable avec la crise de 2001. Pour les premières, il s'agit de nouvelles coopératives (habitat, restauration, maintenance) autogérées liées à des politiques publiques de logement et de développement urbain local, souvent impulsées par des mouvements sociaux territoriaux. Les secondes font référence à des usines abandonnées ou fermées par leurs propriétaires, récupérées et gérées par leurs employés pour conserver leurs emplois. La plupart de ces entreprises ont acquis le statut de coopérative<sup>14</sup>.

---

<sup>13</sup> A l'instar des coopératives sociales italiennes, des sociétés à finalité sociale en Belgique, des SCIC en France. En Argentine existe des réseaux d'entreprises sociales, comme REDESA, créé en 2000.

<sup>14</sup> Actuellement il y aurait quelques 150 entreprises reprises donnant du travail à plus de 10 000 travailleurs. Ces entreprises doivent cependant faire face à plusieurs défis dont le passage effectif de propriété, par exemple.

En partant de la reconnaissance de cette diversité et de cette richesse d'expériences, le mouvement avance vers une reconnaissance collective unifiée lui permettant une plus grande capacité de négociation et d'incidence politique. Pour cela, les défis à relever sont nombreux notamment dans la construction d'identités collectives partagées, des finalités communes, de confluence de formes organisationnelles et de reconnaissance de légitimation juridique. Le renforcement économique du secteur n'est pas moins important à travers la consolidation de ses capacités techniques, commerciales, technologiques et d'innovation sociale, ce qui est également en cours à travers la mise en place de partenariats et de liaisons avec le secteur technico-scientifique.

Par ailleurs, si l'on prend en compte le mot diversité dans les deux dimensions auxquelles il renvoie plus couramment en France, d'une part celle de demande de reconnaissances (culturelles, linguistiques...) et d'autre part le souci de lutter contre les discriminations et le racisme (WIEVIORKA, 2008), on peut s'interroger sur la façon dont l'ESS répond à ces préoccupations. Ce double aspect de la diversité en Argentine est souvent représenté par les mêmes groupes, populations indigènes et descendants d'Africains, tous deux largement métissés aujourd'hui et bien souvent constituant les classes les plus dépossédées. Le terme diversité est moins présent dans les discours en Argentine, où de nos jours, on parle volontiers de pluriculturalisme, terme conçu pour donner une reconnaissance à ces groupes après une longue histoire de relégation et de discrimination sociale et culturelle. Frappés de plein fouet par les crises économiques à répétition dont le pays a dû faire face, ils sont devenus des acteurs privilégiés de l'ESS. Ils y trouvent non seulement des possibilités d'insertion socioéconomique mais également un terrain de continuation de leur lutte pour une reconnaissance plus effective de leurs droits.

## 1. 2 « *Cartoneros* »

Conséquence de la même crise, la capitale et les grandes villes voient affluer les *cartoneros*, des gens qui recueillent du matériel recyclable dans la rue, en particulier du carton, pour le revendre<sup>15</sup>. Même si ces matériaux sont les plus recherchés, le terme s'est ensuite étendu au travail qui consiste à chercher dans les déchets n'importe quel objet ayant une utilité ou une valeur probable.

En Argentine, le travail réalisé par les *cartoneros* est centenaire, mais leur nombre a explosé autour de la crise de 2001. Beaucoup de gens ayant perdu leur emploi (les « nouveaux pauvres ») ont trouvé dans cette activité de quoi subsister au pire moment de la débâcle<sup>16</sup>. Pour certains d'entre eux, ce qui était envisagé comme quelque chose de transitoire et d'épisodique est devenu un gagne-pain définitif. En pleine crise, le « cartonnage » était réalisé de façon indépendante<sup>17</sup>, non planifiée et non salariée, en général pratiqué par des familles entières y compris les enfants. Ils effectuaient tous les jours le trajet entre leurs *villas miserias*<sup>18</sup> et le centre ville. Les déchets ramassés étaient ensuite transportés à l'aide de petites remorques (charriots et charrettes), quelques fois tractés par des vélos ou par des animaux de trait, souvent des chevaux, pour être revendus au poids.

Les *cartoneros* s'organisent progressivement de différentes façons et une identité « cartonera » voit le jour, fragile, comme la plupart des identités postindustrielles. En

---

<sup>15</sup> Selon différents sources, au pire de la crise le nombre de *cartoneros* qui parcourait les rues de la capitale seule s'élevait à 50 000. Aujourd'hui, la ville de Buenos Aires en recense 5000 mais ils seraient en réalité 8000 dans <http://www.noticiasurbanas.com.ar/index.shtml>.

<sup>16</sup> Selon une étude de l'université de Buenos Aires (UBA), 70% des *cartoneros* avaient une autre activité avant la crise.

<sup>17</sup> « Il y a des *cartoneros* professionnels qui ont des clients fixes, et d'autres qui alternent les poubelles et les petits boulots dans la construction. Il y a les recycleurs du verre, ceux du papier, du carton, de la bouteille en plastique. Malgré le caractère informel et la précarité la plus absolue, il existe une certaine organisation. Tout dépend de la spécialité du hangar qui stocke près de chez eux les déchets pendant la semaine», précise Ruben Pardo, sociologue de la cellule d'investigation du PRU (Programme des récupérateurs urbains), BIGO (Antoine), « Petits éboueurs au ban de la ville », <http://www.libération.fr> 05/03/2007.

<sup>18</sup> Bidonvilles qui entourent les grandes villes – notamment mais pas seulement Buenos Aires ; elles se sont multipliées les dernières décennies. Il y avait (en 2009) environ 1000 villas dans la province de Buenos Aires abritant environ 2 millions de personnes et plus de 200 mille habitent dans la capitale selon une estimation du Ministerio de Bienestar Social de la province de Buenos Aires, basée sur une étude de l'université General Sarmiento.

effet, ces travailleurs de l'Argentine actuelle sont en grande partie, les héritiers de l'Argentine ouvrière de l'époque péroniste formée par de nombreux migrants de l'intérieur du pays et aussi par beaucoup d'immigrants de pays limitrophes. Les dirigeants *cartoneros* accroissent leur pouvoir d'organisation et de lutte pour le maintien et l'expansion de leur source de travail. Bientôt les *cartoneros* commencent à se rassembler en coopératives - au début l'objectif est surtout d'éviter les intermédiaires - et parviennent à installer des entrepôts pour la sélection, le stockage et la vente du matériel. Le phénomène grandissant, trouve un certain écho dans la presse et chez certains législateurs et élus locaux. Ainsi, dès 2002, le gouvernement a contribué à encadrer le processus. Une première « loi des *cartoneros* » (loi 992) est promulguée début 2003, elle marque un premier point d'inflexion en reconnaissant ces travailleurs en tant que « récupérateurs de matériaux recyclables » et en régulant quelques-unes de leurs activités<sup>19</sup>.

Dans le cadre de la loi, la mairie de Buenos Aires, à travers son Secrétariat Environnemental (et aussi d'autres villes du pays) commence à mettre en place des initiatives pour le développement durable cherchant à traiter à la fois les aspects sociaux et écologiques de la gestion des déchets<sup>20</sup>. Ce ne sont, à l'époque, que des expériences pilotes dans quelques quartiers les plus importants de la capitale. C'est néanmoins un début de formalisation de l'activité qui sera suivi par la loi de gestion intégrale de résidus urbains<sup>21</sup> de 2006, baptisée « ordure zéro ». Elle vise principalement à régler le gros problème de la gestion des déchets à Buenos Aires, ce qui doit passer inexorablement par une amélioration du système de recyclage de

---

<sup>19</sup> Etablissement d'un « registre unique » de travailleurs récupérateurs, octroi d'un document d'identification, création d'un registre de coopératives et de micro-entreprises du secteur, distribution d'un minimum de matériel plus approprié pour la collecte, attribution de financement destiné à la formation (droit du travail, techniques de recyclage, commercialisation des produits, soin de l'environnement...).

<sup>20</sup> Elles ont pour ambition d'impliquer les *cartoneros* (améliorer leur conditions de travail, réguler leur travail informel et surtout celui des enfants et des plus jeunes qui ont la charge de faire la promotion du système, plutôt que le ramassage, dans les quartiers, en devenant des « promoteurs environnementaux ») et les voisins de quartier qu'il faut d'abord sensibiliser à l'importance du tri sélectif, parfois en leur faisant rencontrer directement les personnes chargées de la collecte.

<sup>21</sup> « Ley de Gestión Integral de Residuos Tóxicos Urbanos ».

ces déchets. C'est là où la loi inclut les *cartoneros* en les faisant participer directement à travers principalement leurs coopératives. Devenues coopératives de récupérateurs urbains et coopératives de recyclages, elles prennent en charge la gestion des « centres verts » - des centres de tri, où les récupérateurs urbains, trient ou retrient, conditionnent et stockent, de façon temporaire, les matériaux récupérés, recyclables ou réutilisables, avant leur vente. La loi prévoit de procurer la logistique du processus et de garantir l'accès au matériel indispensable à de meilleures conditions de travail pour les récupérateurs.

Ceci peut être considéré comme un véritable pas en avant, même si la mise en application de la norme est jusqu'à maintenant très incomplète et présente tantôt des limites, tantôt des contradictions<sup>22</sup>. Depuis 2008, Buenos Aires emploie aussi directement environ 3000 *cartoneros*<sup>23</sup>. Cependant le gouvernement encourage ce système coopératif, car il ne peut les employer tous, le nombre de coopératives continue de se développer, non seulement dans la capitale mais aussi dans de

---

<sup>22</sup> La lutte et la mobilisation des *cartoneros* a dû s'intensifier ces dernières années pour que le processus s'élargisse et que la loi ne reste pas qu'à un état sommaire. Les résultats obtenus sont nuancés à cause d'un manque de coordination des coopératives (chaque coopérative négocie la plupart du temps toute seule). Le budget insuffisant de la part des gouvernements pour la gestion des centres verts et leur nombre réduit, fait que de nombreuses coopératives sont hors système et continuent à travailler comme avant, etc.

<sup>23</sup> Ceux-ci bénéficient d'une couverture santé, d'une cotisation retraite, d'un uniforme et de 500 pesos mensuels, à condition qu'ils ne déchirent pas les sacs poubelle pour ne pas salir la ville et qu'ils n'utilisent pas le travail des enfants. Depuis 2001, la société « Trenes de Buenos Aires » avait même mis en place des trains spéciaux (appelés "train blanc"), avec abonnement, pour transporter les *cartoneros* et leur chariots des banlieues pauvres de la province de Buenos Aires jusqu'à la capitale. Entre 2006 et 2008, la société a cependant fermé peu à peu les lignes, jugeant "non-durable les conditions actuelles du service de transport" et "les *cartoneros* devront comprendre qu'il est dangereux pour eux de poursuivre l'utilisation du train de cartonnage pour transporter leur charriot parce qu'aucune norme internationale n'autorise le transport de personnes et de marchandises dans les mêmes wagons" et parce que "l'entreprise a dû faire face à des pertes financières suite à des dégradations des voies et des trains" (Pagina12, 15 août 2007). Suite à cette décision, les *cartoneros* manifestent pour la première fois dans la capitale, obligeant la ville à trouver une alternative au train blanc. Petit à petit, les trains furent remplacés par un système de bus et de camions mis en place par la ville.

Dans <http://mividaportena.canalblog.com/archives/2011/02/24/20470802.htm>

nombreuses villes du pays<sup>24</sup>. Il est difficile de trancher sur l'efficacité du système<sup>25</sup> car plusieurs ajustements sont encore nécessaires. Quiconque parcourt la grande métropole, peut s'apercevoir qu'il y a beaucoup à faire pour que le développement durable soit une réalité<sup>26</sup> et la situation de ces travailleurs reste encore très fragile<sup>27</sup>. Il est certain que les *cartoneros* sont devenus en quelques années des acteurs sociaux et économiques utiles. Ils recyclent à eux seuls, chaque jour, 12 % des déchets de Buenos Aires. A part l'utilité pour le recyclage, leur travail représente une part considérable des revenus des bidonvilles autour de la capitale.

Leurs efforts, leurs organisations et ces programmes ont contribué non seulement à améliorer le recyclage mais aussi à créer une sorte de reconnaissance sociale de la part de leurs concitoyens ; et de ceci ils en ont une nécessité impérieuse.

Nous pouvons ainsi constater comment en Argentine, conséquence des crises récurrentes, une partie considérable de sa population doit faire face à des problèmes économiques très critiques qui engendrent des situations sociales graves. En ce sens, l'ESS possède une grande capacité de réponse. Elle a su tirer parti de la grande aptitude d'organisation, de créativité et de débrouillardise des personnes. L'ESS a sans doute une fonction majeure de réparation sociale, mais elle en possède une autre également intéressante, d'innovation. D'autres initiatives visant *les cartoneros*

---

<sup>24</sup> Pour différentes raisons (préférence, habitude, majoration des bénéfices économique, travaillant seuls, etc.), il n'en reste pas moins que le nombre de travailleurs indépendants est encore bien supérieur à ceux des *cartoneros* associés.

<sup>25</sup> Pour certains analystes ce dispositif ne constitue pas une véritable réponse ni pour les *cartoneros* ni pour le règlement des problèmes de la gestion des déchets urbains. Il représenterait seulement une « conciliation des intérêts économiques et environnementaux sur le court terme et ne contribuerait qu'à alimenter une poudrière sociale, économique et environnementale dont l'explosion s'avère menaçante à long terme » Voir notamment ESTEBE Philippe.

<sup>26</sup> Un autre point faible du programme est l'absence de véritables campagnes de sensibilisation aux bénéfices et à la nécessité d'une collecte sélective des ordures ménagères, ni même de mise à disposition des gens du matériel nécessaire pour le tri ! Manque de moyens et/ou de volonté politique pour le faire, la culture du recyclage des ordures n'est pas encore ancrée chez les gens et beaucoup restent encore indifférents par méconnaissance parfois, par manque d'éducation souvent.

<sup>27</sup> Les conditions de travail au sein des coopératives de récupérateurs sont très variables, la situation de ces travailleurs est sans doute meilleure que quand ils travaillaient dans la rue, mais elle reste très précaire en ce qui concerne les droits sociaux et les salaires qui demeurent très bas et insuffisants pour une vie normale.

existent qui mettent en œuvre d'autres stratégies, comme nous le verrons dans notre exemple. En effet, depuis quelques années les *cartoneros* se recyclent entre autre dans l'édition !

## II. Diversité et Innovation : Étude de cas.

Nous venons de le voir, la crise argentine du début des années 2000 a totalement déstabilisé les structures socio-économiques du pays dont la conséquence directe fut l'émergence d'une nouvelle catégorie socio-économique appelée « *cartoneros* », qui est aujourd'hui au cœur de notre étude. De cette nouvelle donne sont nés de nouveaux défis, plus élémentaires, plus essentiels : s'en sortir ! Les esprits alors aiguisés par ce besoin d'alternatives, afin de pallier aux manquements d'un système étatique affaiblit, se sont mis en action dans un élan amplifié et salvateur de solidarité et de coopérativisme. C'est donc dans ce contexte qu'est née en 2003 l'alter-maison d'édition Eloisa Cartonera, sous l'impulsion du jeune écrivain Washington Cucurto et de l'artiste plasticien Javier Barilaro. L'idée était simple : « *nous achetons le carton aux cartoneros qui viennent à la fabrique avec du carton spécialement sélectionné. Ce carton on le découpe, on le peint puis on colle à l'intérieur le livre, que nous imprimons sur notre Multilith 1250. Et c'est fait ! C'est simple et beau, c'est un livre de carton !* » affirmaient alors les fondateurs (Akademia Cartonera, 2009). Mais comme le dit si bien Javier Barilaro, Eloisa Cartonera c'est « *beaucoup plus que des livres!* », voilà certainement pourquoi après huit années d'existence ce sont plus d'une cinquantaine de projets « *cartoneros* » qui se sont développés à travers le monde. De Santiago du Chili à Pékin en Chine, et de Malmö en Suède à Maputo au Mozambique, c'est une véritable vague multiplicatrice qui déferle sur le monde de l'édition indépendante.

Mais la France n'est pas en reste puisqu'elle ne compte pas moins de quatre projets<sup>28</sup> « *cartoneros* » sur son sol dont le plus actif se nomme Cephisa Cartonera.

Mais quel sont concrètement les moteurs de l'innovation du concept « *cartonero* » et comment s'exprime la diversité au travers de ces livres en carton ? Il est alors intéressant de se pencher sur le projet pionnier Eloisa Cartonera, mais aussi de définir les enjeux du développement d'un tel mouvement en France au travers de l'expérience de Cephisa Cartonera.

## **2.1 Eloisa Cartonera, innovation et diversité multiplicatrice**

Eloisa Cartonera est une coopérative éditoriale qui a introduit en 2003 une réelle originalité dans le paysage mondial de l'édition. Plusieurs éléments sont à relever afin de mieux comprendre la nouveauté proposée par Cucurto et ses compagnons.

Tout d'abord, et puisque c'est l'essence même du projet, c'est le support et son utilisation qui apportent un premier changement radical dans l'approche du livre car si le carton est largement utilisé de manière industrielle, notamment dans l'édition de littérature de jeunesse, ou de manière artisanale pour la fabrication de livres objets, il n'est jamais usité de façon brute pour une production en grande quantité. Le concept « *cartonero* » repose donc sur l'utilisation simplifiée de ce matériau provenant de toutes origines et ne subissant aucune transformation car il est simplement découpé puis peint à la main conférant un caractère unique à chacun des livres.

---

<sup>28</sup> Yvonne Cartonera et La Guêpe Cartonnière (Paris) ainsi que Babel Cartonera (Bagnères de Luchon).



### Les livres d'Eloisa Cartonera

Mais pourquoi un tel support ? Et bien tout simplement pour bénéficier d'une matière première peu onéreuse et très adaptable mais aussi, et surtout, afin que cette innovation bénéficie directement aux « *cartoneros* ». En effet, la coopérative Eloisa achète ce carton à un prix trois fois supérieur à celui du marché afin de contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie. Une des conséquences directes de cette démarche est la création d'un réel point de contact physique entre un projet culturel et une population de « *cartoneros* » souvent en marge de toute activité similaire. Ceux-ci fréquentent donc régulièrement les acteurs du projet dans leurs dimensions plurielles : travailleurs de la coopérative, public et surtout écrivains. Alors, de ces points de contact sont nés de formidables élans intégrateurs comme se fut le cas pour Miriam Merlo et Ricardo Daniel Piña<sup>29</sup>.

Enfin, si le support et la démarche sociale induite par cette matière première originale sont les facteurs essentiels de l'innovation « *cartonera* », il ne faut pas oublier la volonté première du projet qui depuis huit ans fait cohabiter de jeunes auteurs à la recherche de premières expériences éditoriales et certains auteurs reconnus désireux d'apporter leur concours à un projet singulier. Ce fut notamment le cas de Cesar

---

<sup>29</sup> Miriam Merlo (surnommée La Osa /L'ourse) est devenue l'égérie du mouvement « *cartonero* » de par son histoire et la passion qu'elle entretient avec ces livres en carton qui l'on tirés de la rue car Miriam était « *cartonero* » auparavant. Tant qu'a Ricardo Daniel Piña, il est devenu l'un des poètes reconnus de la scène sud-américaine et l'un des ambassadeurs de la coopérative éditoriale Eloisa Cartonera en passant lui aussi par des moments difficiles.

Aira<sup>30</sup>, Tomas Eloy Martinez<sup>31</sup> ou bien encore Rodolfo Enrique Fogwill<sup>32</sup> qui sont venus offrir leurs textes par sympathie sans occulter une certaine dose de militantisme permettant ainsi d'accroître la popularité des livres d'Eloisa Cartonera et favorisant la publication de jeunes auteurs talentueux comme Fabian Casas<sup>33</sup> ou Cuqui<sup>34</sup> qui sont aujourd'hui à leurs tours de véritables piliers de la scène littéraire argentine. La encore, on notera l'entreprise d'intégration littéraire que joue un tel projet.

Une autre réalité fait d'Eloisa l'ambassadrice d'un mouvement, notamment grâce à la renommée du travail de Washington Cucurto. En effet, les experts parlent d'un courant de « littérature périphérique » supporté par la coopérative éditoriale. Celle-ci s'attache à relater la vie de la périphérie urbaine et sociale de l'Argentine en abordant la vie quotidienne des « *villas miserias* » au travers de thèmes comme la violence et la prostitution mais aussi la cumbia<sup>35</sup>, l'amour et l'entraide. Eloisa Cartonera n'est donc pas seulement une réponse innovante à la violence de l'époque, elle est aussi l'un des symboles de la résistance d'une population en mal d'intégration en redonnant de la couleur à ces petites têtes noires (FARIAS-MAFFET, 2011). Eloisa Cartonera est la petite fille littéraire d'Evita Perón<sup>36</sup>.

---

<sup>30</sup> Auteur d'une quarantaine de romans dont *La preuve* (2008) et *Les larmes* (2000) traduits en français. Il est considéré comme un grand nom de la littérature latino-américaine contemporaine. Il a publié pour Eloisa Cartonera *Mil Gotas*, *El Cerebro Musical*, *El todo que surca la nada*.

<sup>31</sup> Auteur notamment du *Roman de Perón* (1985) ou encore *Santa Evita* (1995), le roman argentin le plus traduit au monde. Il était écrivain journaliste et a publié pour Eloisa Cartonera le conte intitulé *Bazan*.

<sup>32</sup> Sociologue, nouvelliste et romancier argentin auteur notamment de *Muchacha Punk* (1980), a publié pour Eloisa Cartonera *Llamado por los malos poetas*.

<sup>33</sup> Poète, essayiste et journaliste argentin, figure emblématique de la « génération 90 » auteur de *Ocio* (2000) ou encore *El spleen de Boedo* (2004). Celui-ci a publié *Boedo*, *Los veteranos del pánico*, *Matas de pasto* ou encore *Casa con diez pinos* pour le compte de Eloisa Cartonera.

<sup>34</sup> Jeune poétesse argentine auteure de *Cuando explota un globo* (1999) ou *Actriz de reparto* (La Creciente, 2004), *Masturbación*, *A mí me picó una araña* pour le compte d'Eloisa Cartonera.

<sup>35</sup> La cumbia est un genre musical et une danse née au XVII<sup>ème</sup> siècle en Colombie et aujourd'hui très populaire dans les quartiers défavorisés d'Argentine.

<sup>36</sup> Maria Eva Duarte de Perón (1919-1952), dite Evita, fut la seconde épouse du président Juan Perón qui dirigea le pays de 1946 à 1955 puis de 1973 à 1974. Elle a créé en 1955 la Fondation Evita pour venir en aide aux pauvres. Evita reste l'une des figures les plus populaires de l'Argentine. Elle a eu une très grande influence pour l'obtention de la plupart des acquis sociaux du pays, notamment le

Mais Eloisa n'est Eloisa que parce qu'elle est Argentine. Nous l'avons vu, le « *cartonero* » fait partie d'une classe distincte dans ce pays et il est à la base du développement du concept. La majorité des pays sud-américains, frappés eux aussi par des difficultés de développement, connaissent cette population de collecteurs sans pour autant vivre les mêmes réalités socio-économiques. Alors, lorsqu'en 2005 ont fleuri de nouvelles « *cartoneras* » au Pérou, en Bolivie, au Chili ou encore au Paraguay, l'extension du concept a fait apparaître la grande adaptabilité de ce système éditorial. Quant à l'apparition du phénomène en Europe, il a dû être en grande partie révisité. Néanmoins, aujourd'hui, plus d'une cinquantaine de projets similaires se développent à travers le monde. Mais comment cette exportation s'est-elle ajustée aux différentes réalités nationales ?

Tout d'abord, notons que la base du concept se maintient, soit produire manuellement des livres de carton vendus à petits prix. Mais puisqu'une somme de facteurs diffère (contexte social, économique, éditorial etc...) c'est autant d'éléments du système qui ont été adaptés.

Concernant la fourniture du carton, comme matière première, il est assez rare que cela se fasse directement en relation avec les « *cartoneros* », soit parce que cette action représente un coût qui ne peut pas être supporté par de petites structures, comme c'est le cas pour Yerba Mala Cartonera en Bolivie, soit tout simplement parce que les « *cartoneros* » n'existent pas, comme il est évident de le constater en Europe. Alors la collecte est assurée de manière autonome (exemple Yiyi Jambo au Paraguay) ou grâce à un réseau de commerçants et d'entreprises prêtes à collaborer (exemple Cephisa Cartonera en France). Dans ce cadre, l'action sociale et solidaire se reporte sur des démarches distinctes comme celles de Sarita Cartonera (Pérou), Dulcinéa Catadoa (Brésil) ou Mandragora Cartonera (Bolivie) qui contribuent à

---

vote des femmes, la sécurité sociale, les congés payés et plus largement les droits des travailleurs et le rôle des syndicats.

l'alphabétisation et à l'aide à l'enfance ou encore la Guêpe Cartonnière (France) qui mène des ateliers de création de livres en carton avec les populations en difficultés de la Croix Rouge.

Par ailleurs, la démarche artistique, qui fait de chacun des livres un objet unique, est un des éléments de diversité remarquable car chacun des projets offre une dimension esthétique spécifique. On notera la démarche de Casamanita Cartonera (Mexique) qui coud à la main les livrets avec leurs couvertures, ou encore celle de La Editorial Ultramarina (Espagne) qui travaille spécifiquement avec des artistes et qui offre de surcroît des versions digitales de ces œuvres.

D'autre part, la diversité multiplicatrice du mouvement « *cartonero* » permet d'atteindre les firmaments de l'univers littéraire lorsque, au delà de la périphérie d'Eloisa, on trouve des espaces originaux défendus par des projets comme Babel Cartonera (France) qui se dédie uniquement à la traduction des textes « *cartoneros* » (de l'Espagnol au Français et inversement). Sans oublier l'emblématique Yiyi Jambo (Paraguay) qui est la maison d'édition qui publie le plus de titres au monde en « *portugol* » sauvage<sup>37</sup>.

Enfin, l'innovation éditoriale qui consiste à publier de jeunes auteurs se décale parfois légèrement afin de donner la voix à certaine population oubliée. C'est notamment le cas d'Yvonne Cartonera (France) qui travaille avec les sans papiers du Ministère de Régularisation des Sans Papiers et celui de l'alter-maison d'édition chilienne Canita Cartonera qui a été créée dans une prison de haute sécurité (Canita signifie petite cellule) où les prisonniers assurent l'ensemble du processus, de la production littéraire et graphique, jusqu'à la création manuelle des livres en carton.

---

<sup>37</sup> Le portugol sauvage est la langue de la triple frontière (Argentine, Brésil, Paraguay) qui est un savant mélange de portugais et d'espagnol auquel les auteurs ajoutent des mots forts de Guarani (langue indigène du peuple Guarani, 2<sup>ème</sup> langue officielle du Paraguay) dont l'ambassadeur est le poète Douglas Diegues.

Nous assistons donc depuis plusieurs années à l'accroissement du mouvement « *cartonero* » à travers le monde, ce que l'on appelle la « vague multiplicatrice », dont Eloisa Cartonera fut le moteur. Elle représente à travers la création de ce concept un élément « de » diversité dans le panorama éditorial classique qui, par la flexibilité et la grande adaptabilité de son système de fonctionnement, a amorcé l'élan « des » diversités dans le paysage alter-éditorial « *cartonero* ».

Cependant, même si l'innovation et la diversité du mouvement procurent une véritable indépendance à chacun des projets, il reste toutefois certains défis à relever et des enjeux cruciaux à définir afin de permettre à chacun d'entre eux de s'imposer. C'est particulièrement le cas de Cephisa Cartonera en France, où le marché du livre est en difficulté, lié à une offre surabondante et à un nombre de lecteurs décroissants, séduits par le numérique. Dans ce contexte, quels sont les éléments de diversité de Cephisa Cartonera ? Et surtout, quels sont les enjeux du projet « *cartonero* » français ?

## **2.2 Cephisa Cartonera, éléments de diversité et enjeux de l'innovation**

Cephisa<sup>38</sup> Cartonera est donc une alter-maison d'édition qui a adopté le statut d'association en Août 2011. La forme associative a été choisie pour sa dimension sociale et afin de faciliter la participation du plus grand nombre. C'est une forme adaptée au débat et à l'échange, elle est la plus démocratique des formules de gestion avec le coopérativisme. Celle-ci reprend les bases du concept source en produisant manuellement des livres à couverture cartonnée à bas prix (5 Euros) dont le but est d'offrir un support unique comme tremplin à de jeunes auteurs à la recherche de

---

<sup>38</sup> Céphise est le prénom d'une petite jeune fille née à la même période que le projet et qui, à notre sens, incarne l'avenir et l'espoir. Par ailleurs, c'est une tradition que de donner généralement un prénom de femme aux projets *cartoneros*.

premières expériences éditoriales. A ce jour Cephisa Cartonera a publié déjà trois titres<sup>39</sup> et en éditera trois nouveaux avant la fin de l'année 2011. Indéniablement, elle est un des éléments de « la » diversité symbolisé par le mouvement « *cartonero* ».



#### Les livres de Cephisa Cartonera

Mais Cephisa Cartonera est aussi un élément « des » diversités de celui-ci. En effet, le projet français a dû s'adapter à ses propres réalités constatant de prime abord que la population des « *cartoneros* » n'a aucune réalité sur le sol français. Notons qu'en France la collecte des produits papiers-cartons est institutionnellement organisée autour de trois grands axes. Tout d'abord, le circuit industriel, par lequel transitent les déchets des industries transformatrices, tels que les imprimeries. Puis le circuit industriel et commercial, par lequel transitent les déchets de la grande distribution, de l'industrie et des moyens commerces, et enfin le circuit ménager, par lequel transitent les déchets des collectivités locales (ménages, petits commerces, petits bureaux) : emballages, journaux et magazines, produits de bureaux<sup>40</sup>. Mais recycler c'est avant tout transformer un « déchet » en une nouvelle matière première qui servira à la fabrication de produits neufs ce qui représente tout de même une consommation d'énergie notable. Voilà pourquoi le concept « *cartonero* » participe

---

<sup>39</sup> *Le Premier Noël du père Noël* (Emilie Giraudet), *La Primera Navidad de Papa Noël* (Emilie Giraudet, traduction espagnol d'Hélène Johanneau) et *Renaissance Vagabonde* (Nicolas Duracka).

<sup>40</sup> En 2010, le pourcentage de papier et cartons usagés récupérés par rapport à la consommation de papiers et cartons en France était de 70,6%.

activement à l'action écologique puisqu'il ne recycle pas mais réutilise le carton ! En ce qui concerne Cephisa Cartonera, la collecte de celui-ci se fait auprès d'un réseau établi de commerçants donateurs. La dimension sociale du projet s'en voit ainsi modifiée et déplacée vers une nécessité grandissante ; l'accès à l'emploi par la réinsertion des personnes en difficulté. Celles-ci participeront à la collecte, à la production et à la diffusion des livres dans le cadre d'une activité rémunérée et intégratrice. Enfin, la dimension graphique est, elle aussi, adaptée à la sensibilité française en travaillant en collaboration avec un artiste plasticien (Vincent Jouhanneau).

L'innovation qu'apporte Cephisa Cartonera repose sur une véritable dynamique positive pour la littérature, les arts graphiques, l'écologie et surtout la solidarité et l'équité. Cependant, la nouveauté est aussi un challenge dont l'enjeu principal est son adaptation aux contraintes socio-économique de la France et plus particulièrement à celle du marché du livre qui reposent aujourd'hui sur trois éléments fondamentaux.

### **La confiance des auteurs et des artistes :**

Il est indispensable à l'essor du projet que les auteurs apportent leurs contributions et leur confiance en acceptant que le support original proposé puisse être un véritable tremplin pour de jeunes artistes et écrivains à la recherche d'une première expérience éditoriale. Cette confiance nécessite un rigoureux travail de diffusion et de défense de leurs travaux à travers la présence de l'alter-édition dans de nombreuses rencontres littéraires et sur de multiples points de vente couvrant l'ensemble du territoire français voire international. A cela s'ajoute la nécessité d'acquérir le soutien d'auteurs reconnus prêts à crédibiliser le travail de Cephisa Cartonera en parrainant le projet ou en offrant des textes inédits. Enfin, dans cette démarche, il en va de

même pour les artistes susceptibles d'offrir une dimension supplémentaire au support.

### **La confiance du réseau des libraires**

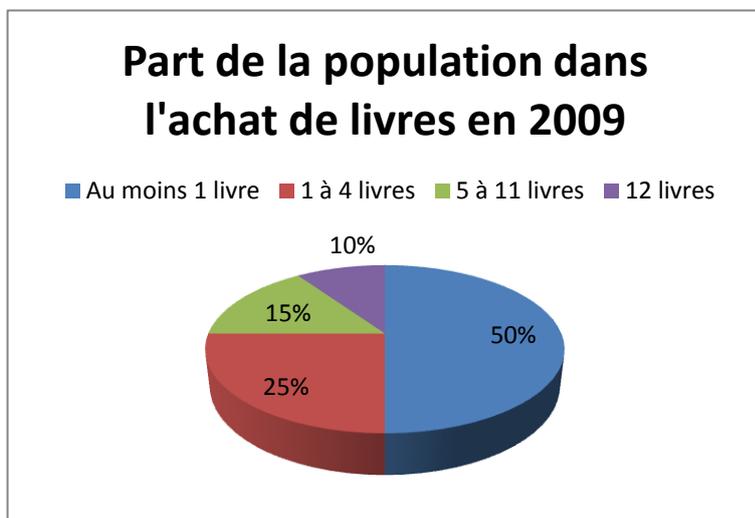
Le second enjeu primordial à l'essor de Cephisa cartonera est la relation de confiance qu'il sera nécessaire d'établir avec le réseau des libraires et notamment l'organisation des libraires indépendants dont les premiers à avoir montré la voie furent les libraires de MillePages (Vincennes) et du collectif Librest regroupant une dizaine de librairies indépendantes de l'est parisien. La démarche militante des passionnés que sont les libraires indépendants se rapproche alors des idéaux défendus par le projet « *cartonero* ». Ce sont donc des alliés indispensables qui s'inscrivent de surcroît dans le tissu social et local avec un rôle nécessaire, ni plus, ni moins, que les autres commerces ou services de proximité. La visibilité que peut offrir un maillage dense de collaborateurs dans ce secteur sera un gage de diffusion à plus grande échelle puisque l'on ne compte pas moins de 19 000 librairies sur le sol français selon l'INSEE.

### **La confiance des lecteurs**

Enfin, l'élément primordial à l'évolution positive du projet sera la confiance accordé par les lecteurs qui devront consentir à l'innovation en identifiant clairement les œuvres de Cephisa Cartonera comme des livres et non comme des objets.

Il leur faudra alors faire la démarche d'acheter des livres en carton comme ils achètent des livres dits « classiques » et enfin s'ouvrir à la possibilité d'appropriation qu'offre la démarche des ateliers de création proposé par Cephisa Cartonera. Il est toutefois nécessaire de constater que la difficulté de l'entreprise réside dans la fébrilité du marché du livre en général. En effet, en analysant les chiffres on constate

que seul 52,2% des français ont acheté au moins un livre en 2009 selon l'Observatoire de l'Economie du Livre.



Source : Observatoire de l'Economie du Livre (2009)

Alors, deux questions importantes apparaissent :

Tout d'abord, parmi les 52% de français qui achètent au moins un livre par an, combien sont-ils susceptibles de s'intéresser au concept « *cartonero* » et se tourner vers un livre en carton? Ensuite, l'acte d'achat relève-t-il de l'action militante ?

Il s'agit de savoir si le grand public est prêt à acheter des livres en carton et à s'intéresser à ce concept novateur sans y voir une dégradation du livre dans sa dimension sacralisée. En effet, aujourd'hui on entrerait en lecture comme on entre en religion, avec respect et obéissance aux codes en vigueur car comme le dit Michel MELOT (2004) « *La forme du livre est bien une forme symbolique [...] c'est-à-dire une forme qui exprime par elle-même, de manière implicite, tout un jeu de valeurs et de représentations du monde* ». Alors, bouleverser la forme classique du codex pour offrir un nouveau format, certes proche mais innovant, est un défi car il nécessitera l'acceptation du lecteur de modifier son jeu de valeurs. Pour cela, le message que tente de transmettre Cephisa doit être entendu car il paraît évident que ce projet peut jouer un rôle fondamental dans la conception de la diversité. Nous l'avons vu, le mouvement « *cartonero* » est né d'une réalité socio-économique bien particulière dans l'Argentine du début des années 2000 et pourtant le concept s'adapte dans chacun des pays du globe en incorporant ces propres réalités. Nous avons donc entre les mains plus qu'un livre en carton, un véritable symbole de la diversité culturelle comme le

préconise l'UNESCO<sup>41</sup>, ce qui nous ramène à la genèse du mouvement lorsque Javier Barilaro affirmait : « *Eloisa Cartonera es Mucho Mas que Libros*<sup>42</sup> ! ».

Enfin, en se référant aux critères qui font aujourd'hui consensus : libre adhésion, lucrativité limitée, gestion démocratique et participative, utilité sociale et collective du projet et enfin mixité des financements (CNLAMCA<sup>43</sup> et LIPIETZ, 2000<sup>44</sup>) Cephisa Cartonera est clairement identifiée comme un projet d'Economie Sociale et Solidaire (ESS) dont la mission est de recentrer l'être humain au cœur de l'économie. A travers l'étude de ce cas concret les enjeux révélés nous ramènent à ceux de l'ESS en règle générale soit, comment concilier dans une seule activité les impératifs de la compétition économique et les nécessités de l'entraide ? (DACHEUX 2008). Ce secteur dont on dit qu'il est un géant économique avec plus de 2 millions de salariés qui représente près de 10% de l'emploi français et plus de 50 milliards d'euros de rémunération brute (Observatoire National de l'Economie Sociale et Solidaire), mais un nain politique par son incapacité à mener une action commune et à fédérer, souffre aujourd'hui de son manque de représentation dans l'espace public. On tente d'expliquer cela par son histoire et son ascendance issue d'une politique publique plus que d'une réelle dynamique sociale<sup>45</sup>, cependant ce faible poids politique reste l'enjeu essentiel du développement du secteur. En effet, comme l'affirmait Hugues SIBILLE devant la CRESS d'Ile de France en Mars 2011 « *jamais le potentiel de développement de l'Economie sociale et solidaire n'a été aussi fort mais la porte du*

---

<sup>41</sup>La conception de la diversité que promeut l'UNESCO vise à résister aux dimensions homogénéisantes de la mondialisation, en reconnaissant les Etats et leurs spécificités culturelles. Il s'agit surtout, avec cette convention, de protéger la création au plus loin de toute « ethnicisation » du combat culturel, l'idée étant que chaque Etat garde sa diversité et ses particularismes culturels et s'ouvre aux cultures d'autres Etats, WIEVIORKA, *op cit* page 51. Ce qui suppose la reconnaissance de l'égalité de toutes les cultures, principe énoncé par l'article 1 de la Déclaration universelle des droits humains, (LUCAS, *op cit.*).

<sup>42</sup> Eloisa Cartonera c'est beaucoup plus que des livres !

<sup>43</sup> Comité national de liaison des activités mutualistes, coopératives et associatives.

<sup>44</sup> Rapport final sur l'entreprise à but social et le tiers-secteur (<http://lipietz.net>).

<sup>45</sup> L'ESS a réellement éclo en France à partir de 1981 lorsque Michel Rocard, alors nommé ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, a impulsé la création de la Délégation interministérielle à l'économie sociale et de l'Institut de développement de l'économie sociale.

*changement s'ouvre de l'intérieur. Ce n'est pas par des batailles internes que nous gagnerons, mais par un esprit de conquête externe, qui tienne compte du monde dans lequel nous vivons et allons vivre. Le renouvellement générationnel est un enjeu majeur de l'Economie sociale et solidaire* ». Dans ces mots nous reconnaissons le désir de l'ESS de créer un monde commun au dessus duquel plane une ombre utopique qui nous renvoie à une question essentielle: « comment communiquer sur l'action solidaire? ».

Alors, d'après les constats effectués, Cephisa Cartonera bénéficie de tous les atouts favorables à une recherche action qui devra tenter de répondre à cette question décisive pour l'avenir de l'ensemble du secteur de l'ESS et tout particulièrement l'alter-maison d'édition française.

## **Conclusion**

L'initiative présentée montre une des façons de comprendre le rapport entre intégration et diversité et le rôle que l'ESS joue déjà dans la promotion de la diversité, de l'innovation et de l'égalité.

L'ESS a ses questions à résoudre. Sa vocation de rendre l'économie plus juste, plus soutenable et plus démocratique est encore à concrétiser ; de telles expériences peuvent y contribuer.

Pour que la diversité (sociale, économique, culturelle) soit un vrai champ d'expérimentation de l'ESS, il reste néanmoins indispensable d'obtenir le soutien d'une forte volonté politique, certes, mais également que les acteurs concernés deviennent les pionniers engagés du changement nécessaire.

Par ailleurs, en ce qui concerne la diversité culturelle tout un nouveau chantier est à la portée de l'ESS à la suite des accords internationaux sur la diversité culturelle pilotés par l'UNESCO (2001). Un rôle fondamental reste à jouer par les acteurs de

l'ESS et par l'intervention culturelle publique<sup>46</sup>, comme le souligne Jean-Michel LUCAS (2008). Pour lui, la diversité culturelle peut être une référence pertinente pour les acteurs de l'ESS afin qu'ils puissent s'inscrire dans les politiques publiques. Cette approche, propose un nouveau cadre de négociations de l'intérêt général répondant aux enjeux de la diversité culturelle telle qu'elle est définie par la convention de l'UNESCO<sup>47</sup>. Ce sont les personnes qui donnent le sens et la valeur culturels à un objet ou à un produit. « *L'intérêt général reconnaît alors le bien-fondé d'un échange culturel où le producteur propose un univers symbolique qui est partagé par l'acquéreur* » (LUCAS, 2008). Les exigences pour que les porteurs de projets puissent, de façon légitime, avoir droit aux politiques publiques seraient ainsi d'inscrire leur activité dans un cadre organisant des échanges à partage culturel de personnes à personnes, et non pas de simples services aux habitants ou aux consommateurs.

Nous avons montré que l'équilibre des initiatives solidaires reste précaire et à quel point il est nécessaire d'en assurer la pérennité, ce qui passe par la résolution des difficultés concrètes, économiques ou sociales que rencontrent les acteurs les moins institutionnalisés. Pour que la politique publique puisse apporter une réponse adéquate, la contrepartie serait la discussion du sens et de la valeur culturelle dans l'espace public, l'enjeu est important, mais il s'agit d'une des caractéristiques centrales des initiatives solidaires. Pour ceci, les outils mis à disposition par les sciences de l'information et de la communication nécessitent, comme il a été dit, d'être mis à profit.

L'ESS apporte un nouvel éclairage à l'étude de la diversité culturelle et il est indéniable que de nouvelles recherches, particulièrement stimulantes, sur ce terrain pourraient être entreprises.

---

<sup>46</sup> Qui doit garantir ses droits culturels.

<sup>47</sup> Ce qui suppose la reconnaissance de l'égalité de toutes les cultures, principe énoncé par l'article 1 de la Déclaration universelle de droits humains, (LUCAS, *op cit.*)

## Sources bibliographiques

AKADEMIA CARTONERA A Primer of Latin American Cartonera Publishers, Parallel Press / University of Wisconsin-Madison Librarie, 2009.

ANGUITA E., *Cartoneros. Recuperadores de desechos y causas perdidas*, Buenos Aires, Grupo Editorial Norma, 2003.

CORAGGIO J.L., *Economía social, acción pública y política* (Hay vida después del neoliberalismo), Buenos Aires, CICCUS, 2007.

DACHEUX E., *Communiquer l'utopie – Economie Solidaire et Démocratie*, L'Harmattan, 2008.

LEVESQUE B. & MENDELL M., « L'économie sociale : diversité des définitions et des constructions théoriques ». *Revue Interventions économiques*, Numéro 32 : L'économie sociale : un bilan des recherches et des pratiques au Québec. Éditeur : Télé-université, UQAM, 2005.

LUCAS J.M., « Diversité culturelle et économie solidaire : les nouvelles règles du jeu de la politique culturelle » in B. COLIN et A. GAUTIER *Pour une autre économie de l'art et de la culture*, ERES Sociologie économique, 2008, pp. 117 à 137.

FARIAS-MAFFET G., « Les petites têtes noires d'Argentine » in *Le Noir, couleur dangereuse ou transgressive ?* Sous la direction d'E.AGBESSI, Editions Le Manuscrit, Tome 1, pp. 111-146, sous presse.

FREMEAUX P., *La nouvelle alternative ? Enquête sur l'économie sociale et solidaire*, Les petits matins/Alternatives Economiques, Paris, 2011.

MCLUHAN M., *Understanding Media: The Extensions of Man*, Mentor, NYC, 1964.

MELOT M., « Le livre comme forme symbolique », Conférence de l'Ecole d'Institut de l'Histoire du Livre, 2004.

PASTORE, R. «Diversidad de trayectorias, aproximación conceptual y pluralidad de conceptos de la Economía Social» En Documento del Centro de Estudios de Economía del Trabajo, Facultad de Ciencias Económicas-UBA, 2006.

PASTORE, R., «Un panorama del resurgimiento de la Economía social y solidaria en la Argentina» 2010, [http://www.cnct.org.ar/capacitacion/art\\_Pastore.htm](http://www.cnct.org.ar/capacitacion/art_Pastore.htm)

SARRIA ICAZA A. et TIRIBA L., « Economie populaire » in J. L. LAVILLE et A.D. CATTANI (dir.), *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Desclée de Brouwer, Collection folio actuel, 2006, pp. 259-267.

WIEVIORKA, M., *La Diversité, Rapport à la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche*, Paris, Robert Laffont, 2008.